



FAITS MARQUANTS DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS 2014 DE L'UICN SAMEDI 15 NOVEMBRE 2014

Les participants ont assisté à des sessions de courant tout au long de la journée sur les huit thèmes, à savoir la gouvernance, les changements climatiques, la santé et le bien-être, la vie humaine, les objectifs de conservation, la culture autochtone, le développement durable, et la nouvelle génération. Dans la soirée, une session de Dialogue avec les leaders mondiaux intitulée « Battez-vous pour vos droits: Les parcs et l'équité sociale », a été organisée avec les leaders de la conservation, des organisations non gouvernementales, du milieu universitaire et des gouvernements pour partager leurs points de vue sur l'équité sociale.

SESSIONS DE COURANT

COURANT DEUX: Carbone bleu et vert: Une nouvelle opportunité pour les aires protégées?: Tobias Wittman, de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GTZ), a facilité cette session, qui a examiné le rôle des AP dans le stockage du carbone vert et bleu. Mauricio Sanchez Lopez, de la Comisión Nacional de Areas Naturales Protegidas du Mexique, a indiqué que son pays a élaboré une stratégie visant à contrer les effets des changements climatiques sur les écosystèmes naturels à l'aide des AP. Il a noté que les quatre AP de la partie centrale de la Sierra Madre Oriental ont été

choisies comme aires protégées prioritaires et a signalé que le manque de données à long terme et le coût élevé des mesure, notification et vérification (MRV) des systèmes de carbone constituent un défi pour la mesure du carbone dans les AP.

Sylvie Goyet, de la Fondation internationale du Banc d'Arguin, de la Suisse, a fait une présentation sur le carbone bleu en tant que source de financement durable des Parcs nationaux Cacheu Mangrove et Cantanhez Forests. Elle a fait état d'un fonds fiduciaire pour la conservation pour soutenir le financement de la conservation durable de ces AP, et a exprimé sa préoccupation concernant la tendance à la baisse des marchés du carbone.

Christopher Dean, du Peak District National Park, fait une présentation sur les tourbières de couverture et leur contribution à la séquestration du carbone, faisant état des menaces antérieures que constituaient la pollution industrielle et les feux de forêt en période estivale, qui ont entraîné une extrême acidité et une teneur élevée en métaux lourds, et épuisé les banques de semences dans ces paysages. Il a souligné les efforts de restauration, y compris l'endiguage des ravines et la réintroduction de la mousse de sphaigne.

Paola Fajardo, de l'Université McGill, du Canada, a indiqué que le système estuarien San Blas au Mexique est peuplé par des communautés tributaires des mangroves qui exploitent durablement les mangroves, exploitation qui ne pose donc aucune menace pour les stocks de carbone. Elle a toutefois fait remarquer que les activités agricoles et les grands barrages en amont étaient responsables d'un apport élevé d'azote et de la réduction des sédiments, qui sont préjudiciables aux mangroves. Elle a proposé de développer des paiements pour les services



Session de courant 5: Les Aires protégées et les Objectifs de développement durable partie 2

Le *Bulletin du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Camellia Ibrahim, Mari Luomi, Ph.D., Suzi Malan, Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., et Delia Paul. Édition numérique: Brad Vincelette. Traduction française par Sandra Gagnon, Ph.D. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Ce bulletin est publié avec le soutien de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que celui de ses partenaires français: les ministères des affaires étrangères et du développement international; de l'écologie, du développement durable et de l'énergie; des outre-mer; l'AFD et le FFEM. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial des parcs 2014 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.org/mobi/>



Aggrey Rwetsiba, Uuganda Wildlife Authority, Ouganda



Xiangying Shi, Shanshui Conservation Center, Chine

écosystémiques (PSE), et la mise en œuvre de politiques nationales et de plans d'action régionaux pour améliorer la gestion des bassins versants.

Cecilia Gore-Birch Gault, du Kimberley Land Council, a présenté le projet de réduction des incendies de North Kimberley, qui a recours à des méthodes traditionnelles de brûlage. Elle a noté que cette pratique est réalisée d'avril à juin, soit avant la saison sèche, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de diminuer le risque d'incendie, et a indiqué que les propriétaires fonciers autochtones génèrent des crédits de carbone à travers la gestion des incendies.

COURANT TROIS: Politique mondiale de la santé et de l'environnement: Une association pour le changement:

Le modérateur Jerril Rechter, de VicHealth, de l'Australie, a présenté l'objet de la séance, à savoir les liens entre la santé humaine et l'environnement.

Décrivant le lien entre l'environnement et la santé comme l'une des grandes opportunités du 21^e siècle, Keith Martin, du Consortium des universités pour la santé mondiale, a suggéré que la sécurité de l'environnement intègre des solutions pour la sécurité humaine, et a souligné la nécessité de démontrer l'impact économique positif des politiques environnementales sur la santé.

Déplorant que les objectifs des politiques tant gouvernementales qu'internationales, incluant les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), fonctionnent en secteurs cloisonnés, le Secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Dias, a exprimé l'espoir que le programme relatif aux Objectifs de développement durable (ODD) va stimuler une approche intégrée, en particulier en ce qui concerne à l'objectif proposé en matière de santé.



Paola Fajardo, Université McGill, Canada

Bridget Finton, du Scottish Natural Heritage, et Matti Tapaninen, du Natural Heritage Services de la Finlande, ont présenté des études de cas sur les politiques et les partenariats, et le passage des politiques à la pratique. Finton a présenté des exemples de l'Écosse où la santé et l'environnement ont été reliés au sein des stratégies gouvernementales et des politiques sectorielles à différents niveaux.

Suneetha Subramanian, de l'Université des Nations Unies, a parlé de la nécessité de conserver les connaissances médicales traditionnelles, et a identifié des liens entre la médecine traditionnelle et la biodiversité, y compris le développement de nouveaux produits pharmaceutiques, de compléments alimentaires et médicaux, et les moyens de subsistance.

Au cours de la discussion, les participants ont posé des questions sur, entre autres: le suivi des impacts des parcs nationaux et des espaces verts sur la santé; la façon de permettre des interactions entre les secteurs et les niveaux d'élaboration de politiques pour favoriser l'intégration des politiques; et la façon de « rendre la nature accessible aux populations » en créant des espaces verts dans les villes.

COURANT QUATRE: Des solutions aux catastrophes fondées sur la nature: Les enseignements des pratiques de terrain:

Lors d'une séance modérée par Robert Mather, de l'UICN, les participants ont partagé leurs expériences de la façon dont les synergies entre une gouvernance solide, la participation communautaire, la conservation des bassins versants et les AP offrent des solutions en matière de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience.

Mark Smith, de l'UICN, a parlé de l'Initiative Eau et Nature de l'UICN au Guatemala, qui réduit les risques d'inondation par des réformes de la gouvernance, la restauration des bassins versants, la diversification des systèmes de production, le développement des entreprises, et le travail avec les communautés sur la préparation aux catastrophes et la détection précoce. Il a souligné une forte gouvernance, la coordination entre les différents niveaux de gouvernement et un leadership renforcé comme essentiel.

Xiangying Shi, du Shanshui Conservation Center, de la Chine, a présenté le Programme Forest for Water. Elle a décrit la façon dont il a facilité l'accès à l'eau de 10 villages par la sensibilisation sur les services des écosystèmes forestiers et le travail avec les communautés locales pour: réhabiliter les zones riveraines; investir dans l'agroforesterie; et utiliser les règles et coutumes traditionnelles pour régir intelligemment l'utilisation de l'eau. Elle a souligné la coopération entre les communautés et les AP, par exemple par le biais de la co-gestion.



Karine Nuulimba, Integrated Rural Development and Nature Conservation (IRDNC), Namibie



Andrew Kyei Agyara, Division de la faune de la Commission des forêts, Ghana

Anu Adhikari, de l'UICN, a abordé les risques liés à la construction de routes de piètre qualité au Népal, y compris l'érosion des sols et le lessivage. Elle a décrit un projet de travail avec les populations locales pour recouvrir de végétation et stabiliser les pentes et réaliser une cartographie des risques pour la communauté. Elle a noté la possibilité de s'appuyer sur les connaissances scientifiques locales et traditionnelles.

Edwin Ogar, de la forêt communautaire Ekuri, du Nigeria, a partagé les enseignements reçus de la gouvernance de la plus grande forêt tropicale sous contrôle communautaire du pays. Il a expliqué comment, pour faire face à l'insécurité alimentaire, à la dégradation des forêts, à la perte de la biodiversité et à la sécheresse, la communauté a élaboré un plan d'utilisation des terres et a délimité une zone de protection totale couvrant 50 % du territoire, le reste étant dédié à l'utilisation des ressources. Ogar a souligné comment les régimes traditionnels de partage des avantages sont utilisés pour soutenir la bonne gouvernance et promouvoir l'appropriation par la communauté. Il a décrit comment certains membres de la communauté ont volontairement opté pour des peines de prison pour protéger la forêt de la coupe illégale de bois.

COURANT CINQ: Les Aires protégées et les Objectifs de développement durable (Partie 1): Jamison Ervin, du PNUD, a modéré la session. Elle a déploré que la société ne se soucie pas de la nature comme elle le devrait, et que la trajectoire du développement soit criblée d'échecs des marchés et des politiques.

Norbu Wangchuk, du Bhoutan, s'est penché sur la contribution des AP à l'augmentation du bonheur national brut (BNB) fondé sur les quatre piliers du développement durable, la préservation de la culture, la conservation de l'environnement et la bonne gouvernance à travers une résistance au développement effréné.

Nagulendran Kangaytkarasu, de la Malaisie, a partagé la vision de son pays de devenir une nation entièrement développée d'ici 2020 et le rôle des AP dans la réalisation de cette vision. Il a souligné la diversification des usages de la biodiversité dans d'autres domaines, y compris la bioprospection, les loisirs et l'écotourisme. Pour atteindre cet objectif, il a proposé: la gestion renforcée des AP par le développement d'instruments économiques novateurs; et l'amélioration de l'attitude envers la conservation.

Krishna Prasad Acharya, du Népal, a partagé les expériences des AP de son pays et décrit certains défis, y compris la dépendance aux ressources, les conflits homme-faune, la perte et la fragmentation des habitats et le faible niveau d'appropriation locale.

Tarun Kathula, de l'Inde, a présenté un programme visant l'intégration de la conservation de la biodiversité marine et côtière dans le secteur agricole, en déclarant que sa région comprend un écosystème complexe, qui compromis par les activités agricoles, l'urbanisation accélérée, l'exploration pétrolière, l'aquaculture et le tourisme.

Aggrey Rwetsiba, de l'Ouganda, a décrit plusieurs cas où les AP sont profitables aux communautés locales, notamment parce qu'elles constituent: un patrimoine culturel; une base de ressources alimentaires; un espace pour les loisirs, l'éducation et la recherche; et des occasions locales d'affaires et d'emploi à travers les hôtels, les restaurants, et le développement des infrastructures.

Concernant les défis qui ont émergé à la suite du passage de typhons dans le bassin supérieur du fleuve Marikina, Angelito Fontanillo, des Philippines, a mis en exergue l'effondrement des infrastructures, les espèces exotiques envahissantes, l'érosion des sols et la perte de la biodiversité. Il a décrit la stratégie du gouvernement pour éviter des situations similaires par le développement de nouvelles politiques et de nouveaux plans de gestion, des consultations et des partenariats avec diverses parties prenantes, et l'engagement des communautés pour réhabiliter le bassin de la rivière.

Manuel Benedicto Lucas, du Guatemala, a décrit deux modèles de gestion appliqués dans son pays, et a souligné l'importance d'établir des ponts avec les communautés locales, initialement considérée comme « envahisseuses ». Il a déclaré que la collaboration avec les communautés offre de nombreuses possibilités pour améliorer les conditions environnementales.

COURANT CINQ: Les Aires protégées et les Objectifs de développement durable (partie 2): Jamison Ervin, du PNUD, a présenté la deuxième partie de la session sur les AP et les ODD, invitant les participants à former de petits groupes pour identifier et discuter les deux ou trois aspects les plus importants du développement durable pour les AP dans leurs propres contextes. Des représentants de chaque groupe ont ensuite présenté un résumé de leurs discussions à l'ensemble du groupe.

Les participants ont soulevé des questions reliées à la sécurité alimentaire et de la ressource en eau, aux moyens de subsistance et à la nécessité d'établir des relations avec les



Crista Valentino, CoalitionWILD, États-Unis

communautés locales dans et à proximité des parcs et des AP. Ils ont noté que les populations locales confrontées à des problèmes de pénurie de ressources peuvent éprouver du ressentiment face à la mise en place des AP.

Un groupe a recommandé que les parcs et les AP réservent certaines zones où les communautés locales peuvent accéder aux ressources de manière durable, en notant qu'« elles devraient être traitées comme une catégorie spéciale parce qu'elles sont celles qui sont le plus à même de nous aider à gérer les AP ». Un autre groupe a décrit le besoin de « partager le pouvoir avec la communauté » dans la gestion des parcs et des AP, citant des recherches au Bangladesh qui suggère que, malgré les efforts de zonage dans les AP, les plans de gestion sont souvent absents ou réduits au minimum. Le groupe a souligné qu'il est nécessaire que les communautés soient véritablement intégrées dans la consultation et la participation, et la valeur de « l'apprentissage et du travail conjoints ».

Un groupe a mis en contraste les questions de gestion dans les pays développés, cherchant à « attirer les visiteurs dans les parcs » pour en maintenir la viabilité, avec celles des pays en développement, cherchant plutôt à « expulser les gens des parcs » où ils chassent ou cueillent. Le groupe a conclu que la question n'est pas d'attirer les gens « à l'intérieur » ou de les « expulser », mais de créer « les bonnes connexions avec

les parcs », soulignant la nécessité que les communautés s'approprient les parcs et soient soutenues dans l'atteinte de leurs objectifs et dans leurs efforts de mise en œuvre.

D'autres ont suggéré les PSE comme étant un moyen par lequel les avantages peuvent parvenir aux communautés locales, et ont souligné la nécessité de reconnaître et d'appliquer les connaissances traditionnelles, en plus de la science, de la gestion des parcs.

COURANT SIX: La gouvernance, l'utilisation durable des ressources naturelles et la lutte contre la criminalité envers les espèces sauvages: Les panélistes ont entendu des exemples d'action communautaire du Pérou, du Ghana, de la Namibie, de l'Inde, de l'Ouganda, et du Costa Rica concernant ces questions.

Duan Biggs, de l'Université du Queensland, de l'Australie, a fait une présentation sur les principes de gouvernance concernant la gestion communautaire durable des ressources naturelles. Il a souligné les besoins: de définir clairement les limites reconnues de fait et de droit par les populations locales; de niveaux élevés de capital social, de confiance et de cohérence au niveau de la communauté dans la prise de décision et de mesure; d'un pilotage local de l'élaboration les règles, de l'application des sanctions et de l'application de la loi, en ce qui concerne l'exploitation et la conservation; de normes sociales qui favorisent la collaboration; que des résultats équitables soient perçus comme probables; et de capacités à partager les expériences et les idées au sein et entre les groupes communautaires.

Melissa Vivacqua Rodrigues, de la Universidade Federal de São Paulo, du Brésil, a décrit les modèles contradictoires de développement dans la région amazonienne. Elle a souligné l'émergence de nouveaux acteurs sociaux ces derniers temps, tels que les ONG et le secteur privé, en notant le défi de la construction d'un cadre juridique qui réponde aux exigences de la décentralisation du pouvoir.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont soulevé des questions sur: les risques que la lutte contre le braconnage armé engendre pour les communautés; la façon d'obtenir la reconnaissance de l'état de certains modèles de gouvernance locale; le point de savoir si l'action communautaire se



Session de courant 8: Inspirer la nouvelle génération: Repousser les frontières: Le défi des jeunes sur les AP



Claudio Chiarolla, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)

poursuit une fois le soutien des ONG terminé; et la façon de procéder lorsque la communauté est divisée sur les objectifs de conservation.

Concernant le braconnage, certains ont suggéré de maintenir la confidentialité des informateurs. En ce qui concerne la responsabilité du gouvernement face aux collectivités locales, il a été suggéré que la pression de la communauté est « la seule mesure qui fonctionne ». Concernant la nécessité de l'appui des ONG, les participants ont noté que, si certains pays ont une tradition d'action locale, d'autres ne sauraient entreprendre un processus sans aide extérieure. Lorsque la communauté est divisée sur les objectifs, un participant a recommandé d'être patient et de laisser les gens résoudre leurs différends eux-mêmes, tandis qu'un autre a déclaré que le conflit devrait être négocié de façon explicite à travers un processus de résolution.

COURANT SEPT: Les systèmes traditionnels de gestion dans la réalisation des objectifs nationaux et internationaux: Claudio Chiarolla, de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), a modéré une séance explorant la façon dont les systèmes de gestion traditionnelle peuvent contribuer aux objectifs et cibles relatifs aux changements climatiques et à la biodiversité, et la façon dont les politiques nationales et mondiales peuvent empiéter sur les droits de la communauté.

Alejandro Argumedo, de l'Asociación ANDES, du Pérou, a déploré la marginalisation des connaissances des peuples autochtones dans la convention des Nations Unies sur le climat, qui est fondée sur la science. Il a présenté un aperçu de l'Initiative des peuples autochtones sur l'évaluation bioculturelle des changements climatiques (IPCCA), qui évalue les impacts des changements climatiques et les réponses traditionnelles en matière d'adaptation de la gestion des ressources dans 10 sites à travers le monde. Argumedo a expliqué que l'évaluation: conduit des études de base; évalue les tendances et les scénarios; et identifie les innovations locales en matière de planification de l'adaptation.

Yiching Song, du Centre for Chinese Agricultural Policy, a discuté des enseignements tirés de Seed Park in Stone Village, une étude de cas IPCCA. Elle a noté que les changements climatiques ont un impact sur la disparition des variétés indigènes de cultures et souligné le recours aux variétés locales pour relever ces défis. Song a déclaré qu'une coopérative a été créée pour produire des semences de variétés locales et gérer un réseau d'échange de semences entre les agriculteurs à l'échelle nationale. Elle a souligné la façon dont cette initiative a informé la législation nationale sur les semences en prônant les droits des agriculteurs de conserver et de vendre leurs semences.



Suneetha Subramanian, Université des Nations Unies

Natalie Stoianoff, de la University of Technology de Sydney, a présenté un aperçu du changement de la politique australienne, des OMD tournés vers l'extérieur vers les ODD assortis d'indicateurs de développement durable axés sur l'Australie. Présentant une série de programmes nationaux, elle a discuté de la façon dont les connaissances bioculturelles sont évaluées et appréciées, et la façon dont le partage des avantages est abordé.

Iara Vasco Ferreira, de l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité, du Brésil, s'est penchée sur la politique nationale, et la façon dont les conflits ont surgi lorsque les AP chevauchent les AP gérées par des autochtones. Sonia Guajajara, de Articulação dos Povos Indígenas do Brasil, a décrit les activités de défense des droits territoriaux et les efforts visant à renforcer et à mettre en œuvre la loi brésilienne existante. Elle a déclaré que « sans territoires, nous ne pouvons pas être des peuples autochtones ».

Wend Wendland, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a abordé les négociations actuellement menées par les pays en développement sur un instrument juridique international pour la protection des connaissances traditionnelles visant à aborder les aspects de propriété intellectuelle de l'accès et du partage des avantages en matière de ressources génétiques.

COURANT HUIT: Repousser les frontières: Le défi des jeunes sur les AP: Les organisateurs de la session, Crista Valentino, de CoalitionWILD, des États-Unis, et Bruno Monteferrri, de Conservamos por Natureza, du Pérou, ont présenté le « Défi repousser les frontières », qui a invité les jeunes à présenter leur travail de conservation dans et par-delà les AP à travers le monde. Il a ensuite donné la parole à trois gagnants, dont les projets ont été sélectionnés sur la base de leur capacité d'innovation, et leurs potentiels d'application à plus large échelle, d'impact et de reproductibilité.

Vedharajan Balaji, de la Fondation OMCAR, de l'Inde, a raconté son histoire personnelle en tant que militant écologiste dans les zones côtières en Inde, et a présenté son organisation de conservation communautaire, OMCAR, qui travaille, entre autres sur: la restauration des mangroves; l'éducation environnementale à travers un centre interactif pour les enfants; et la cartographie d'herbiers marins à l'aide des systèmes d'information géographique (SIG) pour la conservation du dugong, notamment par la formation des pêcheurs locaux.

Harmony Patricio, de FISHBIO, des États-Unis, a partagé son expérience avec la conservation des poissons dans la République démocratique populaire lao, en soulignant l'importance de fonder les activités de conservation sur

les connaissances et les priorités des populations locales. Présentant ses travaux dans des zones de conservation de poissons locaux (FCZ), elle a expliqué comment le marquage et le suivi des poissons ont aidé à fournir la preuve concrète de l'impact des FCZ au-delà de leurs limites, et la façon dont le partage de l'information sur les espèces de la liste rouge de l'UICN, par le biais de consultations au niveau des communautés locales, a motivé les communautés à créer de nouvelles FCZ.

Andrew Reid, de la Sustainable Livelihoods Foundation, de l'Afrique du Sud, a présenté un projet de jardin médicinal de rue en libre accès à Cape Town, en Afrique du Sud. Il a expliqué comment son travail a été motivé par le conflit fondamental entre les responsables de la conservation et les « médecins de brousse », ces derniers gagnant leur vie à partir de plantes médicinales traditionnelles, mais offrant aussi des soins aux gens. À partir de son expérience de la construction des « jardins de rue », il a extrait trois facteurs de succès, à savoir: le travail avec les défenseurs du jardinage au niveau local; l'application des principes de libre accès aux jardins; et l'utilisation des jardins comme un véhicule pour rassembler les gens.

La séance s'est terminée par une discussion interactive en petits groupes autour de thèmes relatifs à l'action, y compris: la motivation personnelle; la définition d'une vision et d'objectifs clairs; la création d'un environnement motivant; et la communication et la formulation de messages.

DIALOGUES AVEC LES LEADERS MONDIAUX

« **Battez-vous pour vos droits: Les parcs et l'équité sociale** »: Le dialogue a commencé par un poème sur les droits de la personne et l'importance de l'identité culturelle par la poète hawaïenne, Jamaïque Osorio.

La facilitatrice Patsy Doerr, de Thomson Reuters, a souligné que son organisation a augmenté sa reconnaissance des nouvelles possibilités de combiner la responsabilité des entreprises, la diversité et la durabilité. Les panélistes ont discuté, entre autres: du rôle de l'éducation et de la sensibilisation pour améliorer les droits des communautés; des facteurs qui ont conduit à la marginalisation des droits des communautés aux ressources naturelles; et le rôle des sociétés opérant sur des terres communautaires dans la marginalisation et l'exclusion des communautés.

Ricardo Rozzi, du Programme de conservation bio-culturelle subantarctique, a souligné une diminution de la valeur des langues et des traditions autochtones au cours de la période de dictature au Chili. Il a souligné que le respect des droits des communautés à leurs patrimoines naturel et culturel dépend de la capacité des gouvernements et d'autres acteurs à surveiller et sanctionner les sociétés qui excluent les communautés et qui sont impliqués dans l'accaparement des terres, la pollution et d'autres activités destructrices.

Sally Ranney, de l'Institut américain des énergies renouvelables, a fait remarquer que l'exclusion des Amérindiens de leurs territoires, et l'éducation formelle imposée, les ont privés de leurs droits. Elle a souligné que le respect de ces droits par rapport aux parcs et AP actuels est compromis parce que leur gouvernance a été « achetée » par les sociétés qui contrôlent également la politique de nombreux pays.

Luvuyo Mandela, de Tyathumzi Advisory, a déclaré que les sociétés rurales d'Afrique du Sud ont appris que « tout ce qui est à l'extérieur des villes ne vaut pas la peine », ce qui a entraîné un exode rural et a compromis les emplois dans la conservation de la nature. Il a ajouté que les jeunes ne considèrent pas les emplois de garde-parc comme des « vraies carrières ». Mandela a déclaré que les sociétés opérant dans les terres communautaires considèrent souvent les communautés en tant que sources de main-d'œuvre bon marché, en ajoutant que ceci les appauvrit davantage. Il a noté que les communautés devraient être habilitées à négocier de meilleurs contrats, et a appelé à un changement de paradigme dans la façon dont les communautés locales participent à la prise de décision.

Myrna Cunningham Kain, ex-Présidente de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, a souligné que la pauvreté ne constitue pas une condition naturelle des communautés autochtones, mais un état causé par la perte de leurs ressources. Kain a souligné que dans la structure actuelle, l'expansion des AP marginalisera davantage les communautés. Soutenant l'appel de Mandela à un changement de paradigme, elle a appelé le CMP à promouvoir des mécanismes de participation des communautés dans la gouvernance et la gestion des ressources naturelles.

Lucky Sherpa, de Green Forum, du Népal, a déclaré que même si les entreprises ont commencé à reconnaître les droits des communautés aux ressources naturelles et culturelles, la compréhension des enjeux leur fait toujours défaut, ajoutant que les communautés doivent également connaître leurs droits.

Ce Bulletin est publié avec le soutien de



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial

